Temporalités négociées, temporalités prescrites L'urgence, l'inertie, l'instant et le délai

Bruno Villalba

▶ **To cite this version:**

Bruno Villalba. Temporalités négociées, temporalités prescrites L'urgence, l'inertie, l'instant et le délai. B. Hubert et N. Mathieu (dir.). Interdisciplinarités entre Natures et Sociétés, 89-109, Peter Lang, 2016, 9782875743473. hal-01508807

HAL Id: hal-01508807

https://agroparistech.hal.science/hal-01508807

Submitted on 4 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Villalba B., 2016, « Temporalités négociées, temporalités prescrites L'urgence, l'inertie, l'instant et le délai », in B. Hubert et N. Mathieu (dir.), Interdisciplinarités entre Natures et Sociétés, Peter Lang, pp. 89-109.

Temporalités négociées, temporalités prescrites

L'urgence, l'inertie, l'instant et le délai

L'urgence écologique est un leitmotiv des déclarations politiques comme des diagnostics scientifiques. Il est intéressant d'interroger les effets d'un tel constat sur les conditions d'élaboration d'un temps de la décision politique qui lui serait adapté. La démocratie représentative doit alors construire ses objectifs non plus en fonction d'une vision idéale d'un temps sans cesse renouvelé, mais au regard de cette contrainte temporelle inédite issue des conjonctions des crises écologiques. Or, lorsque les sciences sociales s'interrogent sur les contraintes du temps dans l'espace démocratique, elles ont tendance à se focaliser sur l'hypothèse d'un temps social séparé des contraintes exogènes naturelles (Lallement, 2008). Si nous pouvions considérer que nous étions face à des temporalités qui se caractérisaient chacune par un rythme différent (le temps politique, le temps du climat, voir Le Roy-Ladurie, 1995), nous devons à présent prendre en considération l'hypothèse d'une imbrication croissante de ces temporalités, car la réduction des possibilités de continuité de l'une (temps de la nature – expliqué par les sciences de la nature) entraîne la possibilité de réduction de l'autre (le temps social – justifié par les sciences sociales).

Désormais, les crises écologiques globales mettent en scène la relation intime qui unit une histoire physique du temps à une réalité sociale et politique ; elle illustre ce *passage du temps aux temporalités* (Ricœur in Dubar, 2008). C'est à partir de cette réduction des possibles (ce que le temps nous laisse effectivement comme possibilité de choix) que nous devons donc concevoir l'intervention immédiate de la politique. Car ces crises mobilisent, par exemple, le concept de la limite, qui interroge non seulement les enjeux matériels (comme le stock fini de ressources naturelles non renouvelables) (Szuba, 2014), mais aussi les dimensions temporelles. La limite participe à l'émergence d'une vision d'un temps fragmenté : celui du compte à rebours, du seuil, de l'irréversible... Ces crises interrogent aussi les conséquences des irréversibilités environnementales (Catton, 1982). Par conséquent, la convergence et l'accumulation conjointe et entrelacée de ces temporalités réduites offrent une perspective inédite du temps.

Ainsi, l'urgence écologique permet de contribuer au renouvellement de la réflexion sur les temporalités démocratiques. Elle représente bien ce qu'Arendt et Jaspers nomment une « *crise du temps* » (1958). Nous vivons le moment où les temporalités *historiques* se croisent avec les temporalités écologiques et géologiques, ainsi qu'avec les temporalités sociotechniques (qu'illustrent parfaitement l'existence et l'usage de la bombe nucléaire). Cela permet d'interroger les conditions d'une temporalité favorisant l'émergence d'une autre intelligibilité des rapports sociaux et environnementaux (Muxart *et al.*, 2003). La réflexion sur la relation entre temps politiques et temps écologique a pourtant connu depuis une quinzaine d'années un renouvellement théorique (Dobson, 2007 ; Bourg et Whiteside, 2010 ; Bourg, 2014). Ces travaux montrent combien le temps politique de la démocratie ne peut exister indépendamment des mouvements extérieurs des temporalités écologiques. Nous avons tenté de préciser quelques conséquences de cette irruption du naturel dans la conception du temps démocratique (Villalba, Semal, 2013 ; Villalba, 2010). Nous sortons ainsi d'une conception philosophique politique (*chronosophie politique*, Schnell, 2007) complètement déconnectée de toute base empirique et matérialiste (Villalba, 2015).

Nous sommes désormais inscrits dans un *délai* nous imposant de réaliser des choix qui seuls permettront la continuité réelle de l'existence de nos sociétés. Le délai est donc caractérisé par une double face : la prise en compte d'un compte à rebours (résultant du cumul des crises environnementales et sociales) et l'acceptation d'une courte période pendant laquelle nous serons contraints à effectuer les choix

salutaires. La question du délai contribue ainsi à une réflexion méthodologique sur les conditions de prise en considération des multiples interactions entre ces temporalités (temps physique-temps social-temps vécu). L'hypothèse du délai permet ainsi de saisir les attitudes, les croyances, les principes normatifs adoptés par un acteur, dans une période de temps restreinte, au regard d'un enjeu global face auquel il doit se situer.

Prendre en compte une double inertie

« Alors que nous pensions avoir le temps de réfléchir, de chercher des solutions [...], nous constatons que le dernier jour est peut-être demain, nous sommes pris à la gorge par l'urgence. » (Jacquard, A., 1991, *Voici le temps du monde fini*, Paris, Seuil, p. 144)

D'où résulte cette urgence ? La sociologue Barbara Adam explore depuis de nombreuses années la théorie du temps, notamment sur ses effets dans les pratiques sociales et les enjeux environnementaux. Dans son livre consacré à cette confrontation, elle met en exergue la difficile conciliation des temporalités sociales et environnementales :

Nature, the environment and sustainability however are not merely matters of space but fundamentally temporal realms, processes and concepts. (...) Without a deep knowledge of this temporal complexity, I suggest, environmental action and policy is bound to run aground, unable to lift itself from the spatial dead-end of its own making. (Adam, 1998 : 8)

Adam va montrer toutes les conséquences du « *clock time* » – ce temps issu des principes newtoniens, basés sur l'idée d'une perspective linéaire de l'écoulement du temps (Adam, 2000)[1] . Ses travaux expliquent combien la conciliation du temps social et du temps de la nature est rendue compliquée par la mise à distance du temps de la nature et l'affirmation de l'autonomie du temps social (Adam, 2003 : 59-78). Adam estime qu'une telle conception a des conséquences matérielles, qui témoignent de la complexité des relations avec le monde naturel, mais qui génèrent des irréversibilités et qui sont parfois difficilement compatibles avec les multiples rythmes de la nature. Adam explique à quel point les objectifs – essentiellement économiques – des démocraties libérales génèrent une temporalité des choix politiques qui n'est pas réellement compatible avec les temporalités environnementales (Adam, 1998, chapitre 3).

Cela participe clairement à l'élaboration d'une compréhension du régime d'historicité qui est le nôtre à l'égard de la nature. François Hartog définit ainsi la notion de *régime d'historicité* :

J'entends par là, une formulation savante de l'expérience du temps qui, en retour, modèle nos façons de dire et de vivre notre propre temps. Un régime d'historicité ouvre et circonscrit un espace de travail et de pensée. Il rythme l'écriture du temps, représente un ordre du temps auquel on peut souscrire ou, au contraire (et le plus souvent), vouloir échapper, en cherchant à en élaborer un autre. (Hartog, 1995 : 1120)

La notion de régime d'historicité peut ainsi aider à saisir sur quel rapport au temps s'organise une collectivité, à comprendre par quelle appréhension culturelle le temps est investi et avec quels types de représentations son écoulement est envisagé. Du point de vue de l'engagement dans le monde, la manière d'investir le déroulement temporel crée donc aussi un environnement sociocognitif dont l'influence peut se faire sentir dans la rationalité des acteurs : « Un régime d'historicité n'est en effet pas une entité métaphysique descendue du ciel, mais un cadre de pensée de longue durée, une respiration, une rythmique, un ordre du temps, qui permet et interdit de penser certaines choses » (Hartog, 1995 : 1122). Il est à noter qu'Hartog repère Tchernobyl et la peur des risques engendrés par la technologie moderne comme un événement récent ayant fait basculer l'Histoire dans un autre régime que celui de la modernité progressiste et optimiste (Hartog, 2003). Les travaux d'Adam participent ainsi à la

[1]Dans la même idée, voir Alain Gras, *Sociologie des ruptures : les pièges du temps en sciences sociales*, Paris, PUF, 1979.

compréhension de la longueur historique de notre manière d'élaborer une relation temporelle avec la nature. Cela encourage la construction d'un mouvement – au sens premier du terme – qui génère une conception du temps qui demeure toujours d'actualité. C'est cette dimension inertielle, qui nous semble au cœur de cette historicité de la modernité, que nous voudrions explorer.

L'inertie représente la tendance d'un mouvement à persévérer, selon une certaine perspective résultant d'une impulsion originelle. On peut la voir comme le simple résultat d'un principe physique, qui répond aux déterminismes des lois de la mécanique... (Klein, 2004)[22] : un corps mobile tend, par lui-même, en l'absence de cause extérieure, à persister dans son état : celui du mouvement. Mais il s'agit aussi d'une forme de relation au monde : l'inertie dans notre manière de nous représenter notre place au monde. Nous sommes en quelque sorte façonnés par des causes effectives, des croyances collectives, qui ont présidé à la fabrication d'un certain imaginaire de notre place dans l'histoire du monde. Nous avons élaboré un modèle qui commande une relation au monde en fonction d'une finalité qui nous est exclusivement réservée. Une telle impulsion s'est lentement construite, mais continue à nous mettre en mouvement.

Si la conception moderne a pu s'élaborer à partir d'un *principe de séparation* (Donegani, Sadoun, 2007), elle s'est construite à partir d'une distinction de raison, constituée comme une abstraction de l'esprit, répondant à un projet spécifiquement humain, niant en quelque sorte cette relation avec l'environnement. Cela a produit une *tendance* d'interprétation de notre relation au monde. Cette tendance a été instituée dans un ordre politique, qui a en quelque sorte naturalisé cette conception. L'état moderne a institutionnalisé des valeurs et des représentations dans des formes organisationnelles particulières, qui désormais structurent, organisent et encouragent ce mouvement. L'existence de ces deux processus, explique André-Pierre Contandriopoulos (2002, § 20), fait en sorte que les pratiques des acteurs ont tendance à se reproduire et à donner au système organisé d'action son inertie Cette dernière est d'autant plus grande que le système a une forte légitimité.

Une telle perception peut cependant être basée sur une réelle méconnaissance de la véritable nature de la relation qui nous relie au monde. Cette inertie révèle que notre rapport au monde est élaboré à partir de notre séparation des choses elles-mêmes, notamment vis-à- vis des contraintes matérielles issues du monde naturel. C'est du moins ce que nous indique l'éthique environnementale (Hess, 2013). Selon celle-ci, notre relation n'est pas, contrairement à ce qu'imaginent les théoriciens de la modernité ou du développement qui en découle, celle de deux entités distinctes, participant chacune à un ordre de réalité distinct (celui des humains et celui de la nature), mais davantage une réalité issue de l'interaction profonde et dépendante de ces deux entités.

L'inertie provient alors de la capacité de cette représentation à persévérer en raison même de son mouvement historique[33] et cela produit une tendance à conserver cette manière de voir les choses – les institutions politiques étant là pour maintenir cette vision. Celles-ci ont participé au prolongement du mouvement initial, afin de le maintenir et de le renforcer. Les lourdeurs et l'engourdissement Les lourdeurs et l'engourdissement institutionnels restreignent les possibilités de changement et d'adaptation : en fonction de leur histoire, des attentes des acteurs, du cadre réglementaire et de l'influence de l'État, différentes structures sur un même territoire peuvent ainsi avoir recours à un style de planification de manière routinière sans s'interroger sur sa pertinence locale ou sur la possibilité de se coordonner[4]. Les facteurs d'inertie résultent des politiques et dynamiques locales, liées tant aux

---

[2] On pourrait aussi y adjoindre la réflexion sur les conséquences de la perception du temps suite aux apports des théories darwiniennes.

[3] Sur le rapport entre temps et inertie voir Jean-Yves Heurtebise, « Le Temps est-il une qualité seconde ou première du Réel ? – Analyse historique des rapports entre science et philosophie du Temps d'Aristote à Bergson », *Philosophia Scientiæ* [En ligne], 15-3, 2011, mis en ligne le 1*er* octobre 2011, consulté le 17 février 2015.

[4] Innes, J.-E., Gruber, J., *Planning styles in conflict at the San Francisco ay area's met- ropolitan transportation commission*, UC Berkeley : Institute of urban and regional development, 1996, cité in Criqui Laure, *Attention ! Travaux en cours : l'extension des réseaux des services essentiels dans les quartiers irréguliers de Delhi et Lima*, Doctorat Paris Est, Aménagement de l'espace et urbanisme, 2014, p. 68.

contextes territoriaux et aux référentiels locaux qu'aux héritages institutionnels et sociotechniques[5]. La perspective globale et complexe inhérente à la démarche écologique s'oppose aux particularismes des intérêts défendus par les composantes politiques. Elle peine à s'intégrer dans le réductionnisme des procédures temporelles de décision politique (*Pouvoirs Locaux*, 2009). Comme le rappelle Anders (2007), l'universalité du danger est ce qui complique sa reconnaissance, en raison même des ruptures de liens de causalité ordinaire entre ce qui exerce une menace globale et ce qui est éprouvé, individuellement ou collectivement, comme constituant un élément de risque, de danger ou de menace.

Revenons à l'inertie d'un corps lancé. Si l'on ne prend en considération que le seul mouvement de ce corps et qu'on lui attache une importance au titre même de son mouvement, nous avons tendance à ne pas tenir compte des causes exogènes qui pourraient porter atteinte à ce mouvement. Puisque nous nous focalisons sur les seules conditions du maintien de ce mouvement, nous avons valorisé les conditions, qui, croyons-nous, pourraient assurer la persistance du mouvement. Désormais, il nous faut considérer les conditions du maintien de la poursuite de cette trajectoire ; or ce mouvement se trouve particulièrement problématique dès lors que l'on prend en compte les contraintes naturelles qui conditionnent la possibilité du mouvement. La persévérance illimitée que suppose l'approche du temps de nos sociétés modernes actuelles se trouve confrontée aux limites des capacités des milieux naturels à absorber les exigences et les conséquences de nos choix de développement. Cette confrontation suppose de s'interroger sur la puissance de cette inertie, c'est-à-dire son principe intrinsèque de persévérance : jusqu'à quel point notre propre conception du monde induit sa propre capacité à imposer un mouvement au monde ? La force de résistance qui en résulte doit aussi être prise en compte : l'inversion d'une tendance n'est pas aisée à construire, surtout si l'on souhaite éviter les révolutions brutales.

L'inertie repose ainsi sur une certaine vision mécanique qu'il convient de ne pas sous-estimer et qui peut, en partie, expliquer les nombreux dénis ou résistances sur l'importance des changements à réaliser au regard de la confrontation avec l'environnement[6]. Les problèmes environnementaux – qu'ils proviennent des évolutions naturelles ou qu'ils résultent des conséquences de l'intervention humaine – possèdent leur propre inertie : la réaction des écosystèmes à nos dégradations n'est nullement immédiate. La perturbation des grands mécanismes de la biosphère, comme le cycle du carbone, l'intervalle entre le début des perturbations anthropiques et l'apparition des premières dégradations visibles qui en découlent est de plusieurs décennies. Le changement climatique est régi par « Une "échelle de temps" de l'évolution d'une variable peut être mesurée, par exemple, par son "inertie", définie ici comme la plus grande de ses vitesses au cours de son évolution » (Aubin, 2010 : 277-286)[7]. Nos émissions de CO_2 continueront par exemple à perturber sensiblement le climat pendant 5 000 ans, avec une température moyenne plus élevée que celle que nous connaîtrons à la fin de ce siècle (Montenegro *et al*., 2007, cité par Bourg, 2014). Il sera de toute façon nécessaire de s'adapter conjointement à un changement qui est déjà en cours et se poursuivra même si l'on parvient à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Il nous faut par conséquent de plus en plus prendre en considération la *contrainte exogène naturelle*, comme le rappelle la perspective de l'anthropocène (Grinevald, 2008).

L'analyse historique de John McNeill (2010) permet de mettre en évidence les inerties liées à cette perception du monde et aux règles institutionnelles qui en découlent. Pour lui, l'histoire doit prendre en compte l'évolution des « *paramètres vitaux de la planète* » qui sont le soubassement de toute activité humaine et la mettre en relation avec les transformations culturelles et mentales des sociétés humaines (p. 476). McNeill rappelle que nous vivons une situation historique inédite : la population mondiale et le revenu par tête ont été multipliés par quatre et la consommation d'énergie par seize. Ce résultat a pu

---

[5] Par exemple sur les choix de transport, Pflieger, G., Kaufmann, V., Jemelin, C., Pattaroni, L., « Entre inertie et changements, le poids du temps long dans les politiques de transports et d'urbanisme », *Recherche, transports, sécurité*, n° 98, 2008, pp. 1-11.

[6] Un mécanisme assez commun dans l'élaboration d'une politique publique, voir : Vigour Cécile, « Les choix politiques et inertie des dépenses. L'augmentation des efforts de maîtrise du budget de la justice (1980-2010) », in Bezes, Ph., Siné, A. (dir.), *Gouverner (par) les finances publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, pp. 451-489.

[7] Voir aussi Dahan Dalmedico, A., *Les modèles du futur. Changement climatique et scé- narios économiques : enjeux scientifiques et politiques*, Paris, La Découverte, 2007

être obtenu parce que l'humanité a fait le « *choix inconscient* » de l'hyperspécialisation sur un nombre limité de ressources – la « *stratégie du requin* », selon McNeill – et non pas la diversité des possibilités d'adaptation à diverses ressources – la « *stratégie du rat* ».

Cette histoire moderne a développé une universalisation des aspirations des peuples du monde à suivre les mêmes recettes de développement. En oubliant que cette universalisation – la vision matérialiste – est loin d'aboutir à une mondialisation ouverte, car la terre n'a jamais été plus cloisonnée par les frontières et les logiques sécuritaires (Welzer, 2009). Mais ce choix, qui a produit le mythe d'une capacité infinie du développement, basée sur un monde sans limites, notamment démographique[8], trouve à présent ses limites.

Nous assistons aujourd'hui à la rencontre de ces deux tendances qui suivent chacune leur propre propension à la continuation de leur mouvement (Hamilton, 2013). La rencontre est inévitable ; elle induira nécessairement un changement de sens et de puissance de mouvement de notre conception. La confrontation ne peut garder intacte l'hégémonie de la rationalité économique productiviste, pas plus que la foi dans l'innovation technologique.

Incarner la situation d'urgence dans l'instant

Le monde peut d'abord être considéré dans sa diversité à un moment donné. C'est déjà beaucoup. C'est une tâche infinie. Il peut aussi être reconstruit, à travers l'histoire et le temps, dans la variété de ses états successifs. Et c'est encore beaucoup plus. Avec le premier système, tu t'efforces d'obtenir une photographie instantanée de tout ce qui se passe à un même instant. Avec le second, tu reconstitues une évolution à travers une continuité, toute faite de changements qui s'engendrent mutuellement sans se lasser. L'une et l'autre entreprise est également illusoire et vouée d'avance à l'échec. (Jean d'Ormesson, 1993, *La Douane de mer*, Paris, NRF, Gallimard, p. 109)

Jean Jouzel ne cesse d'insister sur l'importance de l'action immédiate :

Mais pour parvenir [à un maintien à 2°C], il est impératif de déjà faire quelque chose entre 2015 et 2020. Après, il sera trop tard. Car nous nous dirigeons en 2020 vers un niveau d'émission de 20 % supérieur à celui qu'il nous faudrait avoir. (...) Mais je crains que l'ambition ne soit pas au rendez-vous, avec dans dix ou quinze ans une vraie panique car alors il sera trop tard pour respecter cet objectif 2°C. (Jouzel, 2014 : 31)

Et de conclure : « il faut agir dès maintenant » (Jouzel, 2014 : 40). Le maintenant est censé s'incarner dans un instant, qui déciderait de ce qu'il faudrait faire.

L'instant est souvent perçu comme un continuum temporel entre le passé, le présent et le futur, qui peuvent se trouver ainsi réarticulés. Il est le moment fugitif qui permet de saisir comment l'on se représente un événement (au moment où il se produit, quel registre mobiliser pour lui donner une explication, au regard des représentations qui conditionnent notre manière de voir le problème). Il exprime des représentations culturelles qui sont mobilisées pour interpréter l'événement concerné. Hicham-Stéphane Afeissa (2014 : 34-35) mobilise la démonstration de Mike Hulme. Selon Hulme (2009), la reconnaissance du problème du changement climatique comme menace pesant sur notre mode de vie dépend de la façon dont nous nous représentons la nature, de nos jugements sur la valeur des analyses scientifiques, de notre perception des risques, de nos idées sur ce qui est en jeu (la croissance économique, la souveraineté nationale, l'extinction des espèces, les conditions de vie des habitants du Sud, etc.), et de la façon dont nous justifions sur le plan moral, politique et économique la recherche d'un compromis entre ces différents impératifs. Les raisons du désaccord, poursuit Hulme, tiennent davantage à la façon dont nous évaluons les risques encourus et cette évaluation est tributaire de la manière dont une société détermine et hiérarchise les intérêts qui sont les siens. C'est d'autant plus vrai

[8] Sur l'inertie démographique : Les conséquences écologiques de l'évolution démographique étaient déjà mises en avant par Paul R. Ehrlich en 1968 ; il insistait notamment sur l'idée d'une pression démographique sur le long terme. Si ses pré- visions se sont avérées fausses, les tendances évoquées n'ont pas été démenties : 9,6 milliards d'êtres humains probablement en 2050, et déjà 8,5 milliards en 2030...

pour le climat qu'il est intimement lié à l'histoire de l'humanité, qui l'associe, dans son imaginaire culturel, à l'idée d'une météo quotidienne.

Or, nous avons davantage une perception de l'instant comme réponse à un événement qui échappe à ce continuum temporel. Pour le dire autrement, l'urgence que nous nous représentons répond à une perception du temps instantanéiste : un événement amène une réponse urgente, car nous pouvons construire une représentation et donner une interprétation à ce fait (par exemple, pour une catastrophe naturelle qui survient – un tsunami).

Cela résulte d'une représentation du temps issue de notre modernité. Celle-ci, estime Carol Levasseur, est marquée « par le triomphe de l'historicité sur l'histoire qui n'est plus, désormais, qu'une succession de présents. (...) Voilà ce qui confère à la condition moderne son caractère foncièrement fluide et transitoire. Mais ces présents qui s'enchaînent sont autant de brèches dans le temps » (Levasseur, 2006 : 123). La modernité va multiplier les dispositifs pour explorer méthodiquement les possibilités offertes par l'avenir ; ce travail de planification est essentiel à l'idée que nous nous faisons de nos possibilités d'agir et de contrôler ce futur... C'est ce que François Hartog nomme le « présentisme » : « Selon qu'une société met l'accent sur le passé, le futur ou le présent, l'expérience du temps qui s'en trouve exprimée n'est en effet pas la même. En l'occurrence, nous sommes en train de passer d'une époque commandée par le futur à une autre commandée par le présent »[9]. Si on le suit, l'époque contemporaine marquerait en effet l'avènement du règne du présent[10], expansif et envahissant jusqu'à tendre à incorporer le passé (par des processus de « mémorialisation » de l'histoire) et l'avenir (par la description de menaces potentielles). La vie collective tendrait donc à s'organiser autour d'un présent impérissable et continuel, et c'est dans cette tendance que François Hartog entrevoit le glissement d'un régime d'historicité à un autre.

Nous serions alors dans une « *culture instantanéiste* » pour reprendre la proposition de François Ost (2001). C'est une culture de la succession des instants, une sorte de succession de « *présents différents* » (Dubar, 2008 : § 9). Car dans notre conception du temps moderne, le présent est « évolutif et transitoire, il est en perpétuel renouveau du fait même qu'il est un surgissement continu. (...) C'est successivement que chacun des présents est appelé au statut de point fixe par rapport aux champs du passé » (Chesneaux, 1996 : 142). Jean Chesneaux met en avant la contradiction essentielle entre un ordre démocratique basé sur la propre croyance en sa succession permanente et l'irruption de changements profonds qui valorisent au contraire une temporalité de l'immédiat. Autrement dit, obnubilée par la rentabilité immédiate des décisions politiques (souvent soumises à des impératifs techniques), la décision démocratique est enferrée par le souci de produire des réponses immédiatement applicables, ayant un résultat instantané (et la culture de l'évaluation n'est pas sans renforcer une telle inclinaison). Mais Chesneaux souligne davantage sur les conséquences proprement sociale et individualiste de cette crise du temps (notamment sur la réduction de l'autonomie du sujet, assujetti à une pression temporelle croissante de l'économie libérale et de la temporalité dominante des marchés). S'il insiste cependant sur la continuité des temps (humain et cosmique), il ne construit pas une reformulation de la perception du temps à partir d'une possible finitude du temps humain par les conséquences d'une réduction du temps écologique.

Une telle conception de l'instant peine cependant à intégrer *l'hypothèse d'une absence possible de continuité des instants*. Or, nous estimons que l'instant doit au contraire *s'interroger sur la possibilité de cette succession :* renoncer à son évidence, pour prendre en compte le caractère singulier de cet instant présent, car il contient une possibilité de se confronter à l'irréversibilité des problèmes environnementaux. La question des irréversibilités environnementales interroge la dimension anthropocentrique du temps qui nous situe dans l'histoire du monde. Par conséquent, la perspective

[9] François Hartog, « Nos hommes politiques sont prisonniers de la tyrannie du présent », Entretien in *Enjeux Les Échos*, février 2006.

[10] Il est possible de trouver d'autres analyses, partant d'autres points de vue, qui vont aussi dans ce sens. Voir par exemple Zaki Laïdi, « L'urgence ou la dévalorisation de l'avenir », *Esprit*, n° 240, 1998 ; Zaki Laïdi, *Le sacre du présent*, Flammarion, collec- tion Champs, 2002.

anthropocentrique insère certes l'histoire de l'humanité dans un temps infiniment long, qui exprime la complexification croissante de la vie (Darwin, etc.), mais cette histoire du vivant se construit à partir d'une perspective humaine – la nature s'élabore en fonction de l'histoire humaine. Au lieu de différer sans cesse dans l'instant à venir, il devient le moment où nous pouvons acter la connexion entre nos choix présents et les conséquences à venir.

Cette *immédiateté*, davantage façonnée par les contraintes écologiques, s'adresse aux individus : quels choix effectuer *maintenant* pour participer à une préservation des possibilités de *demain* – c'est-à-dire un temps qui est proche et non un futur indéterminé qui renverrait à une humanité globale et indistincte. Mais cette immédiateté s'attache aussi à mobiliser la volonté d'une communauté (l'humanité dans son ensemble). On saisit cette difficulté à faire se mouvoir ensemble, un monde qui peine déjà à gérer les criantes inégalités sociales...

Rendre sensible l'urgence. Le temps du délai

Ainsi, du fait même que nous suivons de plus en plus cette voie non durable, les problèmes mondiaux d'environnement seront bel et bien résolus, d'une manière ou d'une autre, du vivant de nos enfants. La seule question est de savoir si la solution ne sera pas trop désagréable, parce que nous l'aurons choisie, ou désagréable, parce qu'elle se réglera sans que nous l'ayons choisi par la guerre, le génocide, la famine, les épidémies et l'effondrement des sociétés. (Diamond, 2006 : 556)

Il est déjà difficile de se représenter les problèmes contemporains de l'environnement ; car ils se caractérisent par leur globalité, leur imperceptibilité, leur imprévisibilité, l'inertie et l'irréversibilité des dégradations et, enfin, le fait qu'il ne s'agisse pas tant de problèmes de pollution que de flux (Bourg, Whiteside, 2010 ; Bourg et Fragnière, 2014). Comment dès lors imaginer une relation présente et qui permet d'établir une relation continue avec l'environnement ? Serge Moscovici (1977 [1968]) avait déjà mis en évidence la difficulté de se représenter la nature en soi, et avait insisté sur l'importance de notre capacité à nous représenter certains segments de cette nature, afin de constituer un lien avec elle et ainsi lui accorder, à nouveau, une place dans notre société moderne. Il évoque l'idée d'un projet de la modernité qui élabore une vision de l'avenir, indépendamment des conditions environnementales. Il est encore plus difficile d'inscrire ces représentations dans une temporalité adaptée pour leur prise en compte ; ce qui peut conduire à l'inclusion de ces problèmes dans les représentations routinisées des décideurs[11] comme du citoyen – de celles qui permettent et justifient l'évidence de l'action. Il est encore plus compliqué d'élaborer des décisions qui auront un effet à la fois immédiat et dans la durée.

Comment élaborer des médiations, permettant de substituer progres- sivement une temporalité sans limites à une temporalité qui est celle du temps de la fin ? S'agit-il d'instituer un nouvel imaginaire de l'adaptation ? L'articulation entre la conscience de l'irréalisme de l'ambition de transformation sociale, les inerties organisationnelles et la défense d'une identité personnelle crée des dissonances cognitives. En situation de dissonance, on sait combien la confrontation entre deux options amène bien souvent à revenir à l'option qui est la plus conforme à nos habitudes de pensées et de décision[12] . Quand le contexte d'action et les règles du jeu changent, les décideurs ont tendance à se refermer sur les questions procédurales, qui semblent pouvoir ainsi répondre aux nouvelles questions, au risque de renforcer l'inertie institutionnelle. Si bien qu'entre un principe philosophique et économique de l'extension continue des possibilités de choix des options politiques – qui a fait les beaux jours de notre développement industriel et technique et qui a contribué à une extension du confort matériel de (certains) individus – et un principe philosophique de prudence et de modestie dans l'extension matérielle de nos désirs, la dissonance est forte ! Et pourtant, comme le rappelle Jean-Pierre Dupuy (2002), la

[11] Daniel Boy a, par deux fois, montré la faible intériorisation des enjeux environnemen- taux au sein des élites politiques nationales, voir Boy D., 2003, « Les parlementaires et l'environnement », *Les Cahiers du Proses*, n° 7 (https://hal-sciencespo.archives- ouvertes.fr/hal-00972882) et Boy D., 2010, « Les parlementaires et l'environnement », *Les Cahiers du Cevipof*, n° 52. (http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/3fm4jv3k2s99lm s9jc0s16u4g). La situation française est loin d'être la seule : en 1988, George H.W. Bush, s'était fait élire en disant qu'il serait un « président environnemental »...

[12] Ce principe a été établi par Festinger *et al.* (1993), mais fait l'objet d'une démonstra- tion convaincante par Diamond (2006)

réorganisation du politique ne peut faire autrement que d'intégrer le fait accompli d'une rupture irréversible d'origine écologique. Puisque de toute façon, cette rupture finira par conditionner la possibilité même de la politique à s'établir et à conditionner l'activité humaine, on ne doit pas sous-estimer cette difficulté cognitive à traduire en acte une représentation du temps adaptée aux enjeux des irréversibilités environnementales.

Désormais, *nous ne gérons plus le temps, mais un délai*. L'accélération généralisée et la concurrence des urgences dessinent une certaine conception du temps, qui loin de se conformer au schéma dominant d'une conception linéaire et illimitée, se contracte sur une *perspective à court terme, celle du délai*. Les choix politiques ne définissent plus l'histoire, puisque cette dernière est soumise aux conséquences de la technique et des irréversibilités écologiques. C'est l'un des apports essentiels du philosophe Günther Anders.

L'année 1945 est, selon lui, une rupture définitive dans l'histoire de l'humanité, celle où nous avons basculé d'un temps potentiellement infini vers le « temps de la fin » (2006) un temps duquel nous ne sortirons plus : « "Dans le temps de la fin", signifie : dans cette époque où nous pouvons chaque jour provoquer la fin du monde. – "définitivement" signifie que le temps qui nous reste est pour toujours "le temps de la fin" : il ne peut plus être relayé par un autre temps mais seulement par la fin » (Anders, 2007 : 116). À partir du moment où la bombe existe (et elle continuera d'exister car nos moyens et connaissances permettront de la réinventer), explique-t-il, la perspective d'annihilation de l'humanité devient davantage qu'une simple hypothèse, elle devient un horizon indépassable. Désormais, l'humanité est entrée dans l'« *ultime époque* » de son histoire, une époque qu'il appelle le « *délai* » (die Frist) ; elle est celle qui rend possible le « *globocide nucléaire* ». Anders développe une phénoménologie confrontée à la réalité de la catastrophe réalisée (Hiroshima et Nagasaki). Il révèle le *décalage* entre la perception construite du phénomène (la double « *explosion atomique* ») et la réalité présente de ce potentiel de destruction toujours opérationnel (qui est réinséré dans un discours historique rationalisé, comme la dissuasion nucléaire)[13]. Ces bombes, utilisées à deux reprises dans un but offensif,

mettent à mal les fictions métaphysiques d'une histoire humaine, puisque dès lors, il n'y a plus de stabilité, de continuité possible, car cette technique peut mettre fin à toute forme d'histoire. Cette double explosion malmène une conception de l'histoire domestiquée, soumise aux intentions du politique et à son illusion continuiste. Il souligne que cette réalité objective n'apparaît pas en tant que tel comme une réalité matérielle toujours actuelle : l'utilisation de la bombe est toujours *actuellement* possible. Anders met en scène une phénoménologie de la relation entre un phénomène (la bombe) et une conséquence (l'anéantissement) en insistant sur l'inertie philosophique de la phénoménologie classique, qui s'intéresserait davantage aux conditions de l'existence d'une réalité qu'à l'évidence et aux *conséquences irréversibles* de cette réalité. La bombe rend possible la négation même de la politique, à savoir la possibilité de maintenir l'existence d'un monde, mais aussi de la pluralité des choix humains (Anders, 2008).

Or, nous continuons à envisager l'histoire comme un prolongement continu du progrès : l'avenir résulte davantage de notre capacité à inventer la matérialité du progrès (souvent perçu comme une succession d'améliorations de nos conditions techniques de vie). Anders considère qu'une telle perception du temps n'a guère de sens, alors que le temps même est menacé continuellement par la puissance atomique.

Nous sommes encore ce que nous avons cru hier ; nos attitudes ne se sont pas encore synchronisées avec les pensées que nous avons élaborées depuis (...). Pour celui qui croyait au progrès, l'histoire était a priori sans fin, puisqu'il la voyait comme un heureux destin, comme la progression imperturbable et irrésistible du toujours

[13] La menace nucléaire ne concerne pas que la seule explosion atomique : la question du nucléaire civil illustre la même pente historique, voir Anders Günther, « Dix thèses pour Tchernobyl » Adresse amicale au 6*e* congrès international des médecins pour l'empêchement d'une guerre nucléaire, *Écologie & politique*, 2006/1 n° 32, pp. 169-177. DOI : 10.3917/ecopo.032.0169.

meilleur. (...) Bref, on n'envisageait pas que cela puisse « mal finir », puisqu'il n'y avait ni mal ni fin (Anders, 2002 : 309).

Le délai s'impose donc : il constitue ce qu'il reste de temps avant soit l'irruption de la destruction totale de l'humanité, soit notre capacité à profondément prendre en considération l'existence du danger et d'y faire face. Seulement voilà, nous ne croyons pas ce que nous savons : ce décalage est, selon lui, l'élément constitutif de notre pensée moderne inachevée.

Pour Anders, notre capacité à produire l'avenir s'est construite à partir d'une vision du futur, dans laquelle l'homme avait une maîtrise des dispositifs techniques inventés et intégrés dans les organisations sociales (étatiques et militaires par exemple). Cette logique n'a plus de sens :

Cela signifie que la question de savoir « comment » l'humanité devait continuer à exister s'est substituée aujourd'hui celle de savoir « si » l'humanité devait ou non continuer à exister. Cette question est écrasante, et l'homme contemporain, dans son aveuglement face à l'apocalypse, dans son angoisse face à l'angoisse, la sienne et celles des autres, craignant de s'inquiéter lui- même ainsi que les autres hommes, eux aussi condamnés à mourir, se refuse à poser. Elle est néanmoins posée par l'existence même de la bombe (Anders, 2002 : 264-265).

Nous sommes donc désormais en présence d'un *temps fini*. Il est, potentiellement, plus aisé de se représenter ce qui peut être conçu à partir de la fin prévisible ; nous passons de la continuité d'un temps indéfini, à la succession d'instants limités. Chaque irréversibilité (climatique, perte de biodiversité, bombe nucléaire...) procède à l'élaboration d'une grammaire de ces instants limités.

Mais comment rendre cela sensible ? Comment, rappellent Claude Dubar et Christiane Rolle, lorsque l'on tente de saisir les temporalités, « prendre en compte à la fois le côté « englobant », surplombant, collectif, objectivé (en dispositifs, instruments de mesure, repères collectifs) du temps et son côté « englobé », vécu, pluriel, subjectivé (en discours, conduites, milieux diversifiés) » (Dubar et Rolle, 2008, § 3) ? C'est ainsi mettre en avant la profonde dualité de ce rapport au temps, et la nécessité de prendre en considération l'interaction profonde qui se noue entre cette dimension englobante – issue de la crise écologique globale et multiforme – et ses dimensions anecdotiques du quotidien.

Rendre sensible cette urgence, c'est tenter de faire apparaître les conditions mêmes de cette interaction entre le temps vécu et le temps physique des irréversibilités. Rendre perceptible l'irréversibilité suppose de réduire la séparation entre un temps physique sans limites et un temps écologique limité au regard de notre temps humain. C'est essayer de lui donner une texture proprement visible. Comment contribuer à cette élaboration de données sensorielles, qui permettent cette articulation entre une perception présente des conséquences à venir ? Comme le rappelle Dubar, s'appuyant sur les analyses d'Husserl et de Ricœur, il est bien difficile de se représenter le temps (Dubard, 2008 : § 11), notamment d'un temps conçu comme une succession ininterrompue.

C'est toute la difficulté de rendre visible cette invisibilité de la menace climatique, c'est-à-dire de procéder à un travail d'explicitation, selon Peter Sloterdijk (2005). L'explicitation est une démarche qui entend porter les enjeux climatiques par exemple, au niveau de la représentation formelle. Cela consiste à prendre conscience de la réalité nécessaire qui nous lie au vivant, ou bien encore de notre indispensable attachement – car il suppose la possibilité même de notre existence – aux ressources de la Terre (l'air que nous respirons...) (Afeissa, 2014 : 88-92 ; 198-199). La perception cognitive est sans doute évidente, explique Sloterdijk, mais sa représentation formelle est plus délicate à élaborer. Il en est de même dans notre perception du temps que nous possédons (ou que nous pouvons estimer posséder).

L'expérience sensible rendrait davantage possible le fait d'élaborer une intention politique mieux adaptée à ses conditions de réalisation et de prolongement. Nous ne pouvons plus guère nier l'importance des interactions entre l'humanité et le monde qui l'entoure, mais pour autant sommes-nous de plus en plus sensibles à la fragilité et la vulnérabilité de cette relation ? Du fait même de sa difficulté profonde à construire ses politiques à partir de cette interaction et de sa difficulté à la rendre sensible, au nom du dualisme issu de la modernité, la décision politique ne cesse de mettre à distance la dimension

essentielle de cette interaction. Cette explicitation supposerait d'interroger les limites d'une pensée occidentale excessivement anthropocentrique, comme le montre l'éthique environnementale (Hess, 2013), de tenir compte davantage des acquis des sciences écologiques, afin de construire des décisions en fonction de la possibilité de maintenir et développer des politiques harmonieuses de coexistence entre les espèces animales et l'espèce humaine, ou bien encore d'interroger la capacité de cohérence mondiale entre nos politiques territoriales et le reste de l'humanité.

Comme le montre Anders, à l'encontre d'une conception permanente du temps qui offrirait la possibilité d'une interrogation continue sur notre relation au temps (ce que défend par exemple Heiddeger), nous sommes désormais confrontés à la nécessité de penser un temps réduit, délimité par notre propre action (Anders, 2006). S'il s'agit bien de continuer à penser le long terme, il ne faut désormais plus l'envisager comme une hypothèse, certes incertaine dans ses conditions de réalisation, mais qui demeurerait acquise ; il s'agit désormais de le considérer comme un temps qui pourrait ne pas avoir lieu (Badré *et al*., 2011).

Représenter ce temps de la fin – du délai – suppose ainsi de travailler sur le langage, sur les conditions de l'expression de cette fin. À ce titre, la littérature qui évoque les enjeux environnementaux peut y contribuer. Elle participe à une conceptualisation des problèmes environnementaux, en permettant de se représenter notre rapport au temps. Elle va ainsi montrer différentes temporalisations : celle de la disparition passée – les origines des limites actuelles sont pourtant déjà anciennes et influencent notre manière de vivre actuelle[14] ; celle la contrainte présente – la perception d'un monde qui disparaît sous nos yeux et ce que cela nous fait[15] ; ou à venir – une anticipation des possibilités qu'il risque de nous rester si nous continuons dans la même orientation[16] .Aufond,celarevientà«surmonter le « décalage », à ajuster la capacité et l'élasticité de notre imagination et de nos sentiments à la disproportion de nos propres produits et au caractère imprévisible des catastrophes que nous pouvons provoquer, bref à mettre nos représentations et nos sentiments au pas de nos activités » (Anders, 2002 : 304). C'est ainsi participer à la constitution d'un langage qui permet de traduire la dimension dramatique d'un temps qui se réduit. En rendant ainsi présent, par le biais de l'histoire, du récit, on participe à l'élaboration d'une nouvelle forme de présentisme (Anders, 2006b : 21-33), c'est-à-dire, selon Hartog, à « une modalité de conscience de soi de la communauté humaine » (Hartog, 2003 : 22) mais insérée dans un environnement qui permet de créer les conditions du maintien de cette communauté. Cela participe à l'élaboration de ce que Jean Chesneaux (1996) nomme un « style de vie dans le temps ».

Le délai permet ainsi de tester le temps court de l'expérience et à partir de cette expérience, de pouvoir construire une autre perspective d'anticipation. Le délai offre la possibilité de se décentrer par rapport à la position égoïque d'une vision à court terme, en examinant dans ce court terme les conséquences de ses choix[17] .

Conclusion

Nous ne sommes apocalypticiens que pour avoir tort. Que pour jouir chaque jour à nouveau de la chance d'être là, ridicules, mais toujours debout. (Anders, 2007 : 30)

La critique morale – basée sur la justification d'une urgence absolue à agir – souhaite élaborer une nouvelle maîtrise, en proposant un schéma unificateur de valeurs (de la technique à la nature). Cette critique permet de recomposer les temporalités de la décision politique, car elle permet de prévoir, contrôler, organiser la décision en fonction d'un ensemble de phénomènes (les catastrophes) afin d'assurer la continuité des sociétés humaines (et par extension, celle des non-humains). Cette critique redonne toute sa place à la politique (comprise selon Hanna Arendt comme une manière de construire

[14] Jean Giono, *Que ma joie demeure*, 1935, Paris, éd. Famot, 1976

[15] Voir le genre littéraire Nature Writing, et notamment Abbey Édouard, 2010 (1968), *Désert solitaire*, Paris, Gallmeister

[16] Maurice G. Dantec, ce dernier évoque Anders dans *Cosmos Incorporated (2005)* ou l'incomparable roman de Cormac McCarthy, *La route*, coll. Points, 2009.

[17] On aura une illustration particulièrement claire à partir de la question financière : Sapir Jacques, « Une décade prodigieuse. La crise financière entre temps court et temps long », *Revue de la régulation*, n° 3, 2008,

les rapports sociaux en fonction d'une certaine finalité) : en l'occurrence, il s'agit de donner une *durée* aux modes d'élaboration de la décision (qui jusqu'alors est comprise comme un processus de fabrication continu). Cette critique vise à sortir de l'indétermination du débat politique (notamment démocratique) en mettant en évidence les bornes temporelles qui délimitent le temps même du débat. Pour le dire autrement, cette critique délimite la capacité d'une société à envisager le temps de la négociation comme permanent et continu.

Au contraire, il s'agit désormais d'envisager le temps comme *fini*, c'est-à-dire soumis à des impératifs (principalement écologiques) qui conditionnent la possibilité même du temps de se maintenir et donc la possibilité même d'accorder du temps pour le débat démocratique. Contrairement à l'impression culturelle de nos sociétés modernes, nous ne disposerions plus d'un *temps continu* pour évaluer la pertinence de nos choix techniques, mais nous devrions faire face, dès aujourd'hui, à la réalité d'un avenir qui se réduirait (Villalba, 2010). Ainsi, cette morale de l'urgence permet de mettre en place de nouveaux dispositifs de négociation (comme le principe de précaution) qui bousculent les pratiques usuelles des instances délibératives, ainsi que des perceptions socioculturelles du temps à notre disposition pour débattre de la réalité de cette urgence.

Le recours à l'idée du *délai* permet de *clarifier la lecture du présent*. Il établit une nouvelle relation entre le constat de l'urgence et le moment où les conséquences de la décision seront irréversibles : le temps qu'il reste avant qu'il ne soit plus possible de gérer l'irréversibilité. Cela offre la possibilité de saisir l'importance des causes du passé qui vont orienter les conséquences du futur et de nous interroger sur celles qui sont réellement déterminantes – au sens de celles qui vont probablement déterminer la possibilité d'une continuité de ce futur. En considérant que nous ne disposons plus d'une éternité pour décider, mais bel et bien d'un moment circonscrit à une durée définie selon les conclusions scientifiques, nous estimons qu'il peut être possible d'éviter ou tout au moins de reculer les effets les plus catastrophiques des conséquences à venir (Semal, 2012). Le délai n'inscrit donc aucunement la décision politique dans une orientation déterministe, mais tend à réduire le choix des possibles, en souhaitant que cette réduction participe à l'émergence des solutions les plus adaptées aux enjeux irréversibles. Il est alors possible d'élaborer un système d'attentes et de projections prospectives compatibles avec l'état des interactions possibles avec l'environnement naturel, de gestion des conséquences de nos choix techniques (le nucléaire par exemple, civil ou militaire). Le délai permet ainsi de redessiner les frontières d'une action commune, partagée par l'ensemble des communautés, puisqu'il s'agit désormais de décider non plus en fonction des intérêts d'une partie de la communauté humaine (l'État-nation par exemple), mais au nom de l'intérêt de la communauté, de l'espèce (Hess, 2013).

Si nous souhaitons transposer cette urgence – *immédiateté* – dans des politiques publiques, nous ne l'envisageons qu'à travers la discussion argumentée, qui suppose donc un rythme *relativement lent* – d'autant plus qu'il s'agit de décider d'enjeux globaux qui concernent l'ensemble des États-nations et des intérêts spécifiques d'acteurs internationaux (entreprises, ONG, institutions religieuses, etc.). Les négociations actuelles sur le climat montrent combien il est difficile de faire émerger un consensus sur des mesures de politique environnementale indiscutables, applicables et appliquées (et s'il n'est pas trop tard, Stocker, 2013 : 280-282). Prendre l'optique d'un délai pour la négociation suppose alors de *ne plus différer* la décision. Le délai peut ainsi constituer une réponse à *l'apoulie politique*, cette incapacité à exécuter les actes pourtant planifiés, qui résulte d'une grande difficulté à prendre des décisions et à les assumer.

Bibliographie

Adam, Barbara, *Timescapes of Modernity. The Environment and Invisible Hazards*, Routledge, 1998.

Adam, Barbara, « Time and the environment », in Redclift, Michael, Woodgate, Graham (eds.), *The international handbook of Environmental Sociology*, Edward Edgar Publishing Limited, 2000.

Adam, Barbara, « Reflexive Modernization Temporalized », *Theory, Culture & Society*, 20, 2003, pp. 59-78.

Afeissa, Hicham-Stéphane, *La fin du monde et de l'humanité. Essai de généalogie du discours écologique*, Paris, PUF, 2014.

Anders, Günther, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, éd. De l'encyclopédie des nuisances, éditions Ivrea, (1956) 2002.

Anders, Günther, *À propos de la pseudo-concrétude de la philosophie d'Heidegger*, PCHSens & Tonka, (1948) 2006.

Anders, Günther, « L'avenir pleuré d'avance », in *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*, Le Serpent à Plumes, (1961) 2006b, pp. 21-33.

Anders, Günther, *Le temps de la fin*, Paris, L'Herne, (1960) 2007. Anders, Günther, *Hiroshima est partout*, Paris, Seuil, (1995) 2008.

Aubin, Jean-Pierre, « Une approche viabiliste du couplage des systèmes climatique et économique », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 18, 3/ 2010, pp. 277-286 ; URL : www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2010-3-page-277.htm.

Arendt, H. et C. Jaspers, *La bombe atomique et l'avenir de l'homme*, Paris, Plon, 1958.

Badré, Michel, Dominique Bourg, Jean-René Brunetière, Jean Gadrey, Alain Grandjean, Bernard Perret et Bruno Villalba, « Les droits de l'avenir. Comment prendre des décisions de long terme ? (Enquête auprès de) », in *Esprit*, mars- avril 2011, pp. 205-235.

Bourg, Dominique et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique*, Paris, Seuil, 2010.

Bourg, Dominique, « Défi pour la démocratie et changements environnementaux globaux », *CERISCOPE Environnement*, 2014, [en ligne], consulté le 19/01/2015, URL : http://cerisCope.sciences-po.fr/environnement/content/ part3/defi-pour-la-democratie-et-changements-environnementaux-globaux.

Bourg, Dominique, Augustin Fragnière, *La Pensée écologique. Une anthologie*, Paris, PUF, 2014.

Catton, William R. Jr, *Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change*, Urbana, Chicago (IL), University of Illinois Press, 1982 [1980].

Chesneaux, Jean, *Habiter le temps. Passé, présent, futur : esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996.

Contandriopoulos, André-Pierre, « Pourquoi est-il si difficile de faire ce qui est souhaitable ? », *Gestion*, vol. 27, 3/2002, pp. 142-150 ; URL : www.cairn.info/ revue-gestion-2002-3-page-142.htm (consulté le 12 janvier 2015).

Diamond, Jared, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006.

Dobson, Andrew, *Green Political Thought*, London, Routledge, (1990) 2007. Donegani, Jean-Marie et Marc Sadoun, *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Points

Poche, 2007.

Dubar, Claude et Christiane Rolle, « Les temporalités dans les sciences sociales : introduction », *Temporalités* [En ligne], 8, 2008, http://temporalites.revues. org/57 (consulté le 12 décembre 2014).

Dubar, Claude, « Temporalité, temporalités : philosophie et sciences sociales », *Temporalités* [En ligne], 8, 2008, http://temporalites.revues.org/137 (consulté le 12 décembre 2014).

Dupuy, Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2002.

Festinger, Léon, Hank Reicken, Stanley Schachter, *L'échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, PUF, (1957) 1993.

Grinevald, Jacques, *La biosphère de l'Anthropocène : climat et pétrole, la double menace*, Genève, Georg éditeur, 2008.

Hamilton, Clive, *Requiem pour l'espèce humaine. Faire face à la réalité du changement climatique*, Paris, Presses de Sciences Po « Académique », 2013.

Hartog, François, « Temps et Histoire. "Comment écrire l'histoire de France ?" », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 50, n° 6, 1995.

Hartog, François, *Régimes d'historicité*, Paris, Seuil, 2003.

Hess, Gérard, *Éthiques de la Nature*, Paris, PUF, 2013.

Howard, Kunstler James, *La fin du pétrole. Le vrai défi du XXIe siècle*, Paris, Plon, 2005.

Hulme, Mike, *Why We Disagree About Climate Change : Understanding Controversy, Inaction and Opportunity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Jouzel, Jean, *L'avenir du climat*, Les carnets des dialogues du Matin, Institut Denis Diderot, 2014.

Klein, Étienne, *Les tactiques de Chronos*, Paris, Flammarion, 2004.
Le Roy-Ladurie, Emmanuel, *Histoire humaine et comparée du climat*, trois

tomes, Paris, Fayard, 1995-2006.

Lallement, Michel, « Une antinomie durkheimienne... et au-delà », *Temporalités* [En ligne], 8, 2008, mis en ligne le 02 juin 2009, consulté le 21 décembre 2014, URL : http://temporalites.revues.org/72.

Levasseur, Carol, *Incertitude, pouvoir et résistances : les enjeux politiques de la modernité*, Laval, Presse de l'Université Laval, 2006.

McNeill, John, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Paris, Champ Vallon, coll. « L'environnement a une histoire », 2010.

Moscovici, Serge, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1977 [1968].

Muxart, Tatiana, Franck-Dominique, Vivien, Bruno, Villalba, Joëlle Burnouf, (dir.), *Des milieux et des hommes : fragments d'histoires croisées*, Paris, Elsevier, Coll. environnement, 2003.

Ost, François, « Comment penser la durabilité dans une culture instantanéiste ? », in Marcel Jollivet (dir.), *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Paris, Elsevier, 2001.

Pouvoirs Locaux, n° 80, 1/2009, « Le temps de l'action publique ».

Semal, Luc, *Militer à l'ombre des catastrophes. Contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*, Doctorat Science Politique, Lille 2, 2012.

Schnell, Alexander (dir.), *Le temps*, Paris, Vrin, 2007.

Sloterdijk, Peter, *Écumes (Sphères III)*, Paris, Pluriel, 2005.

Stocker, Thomas F., « The Closing Door of Climate Targets », *Science*, vol. 339, n° 6117, 2013, pp. 280-282.

Szuba, Mathilde, *Gouverner dans un monde fini. Des limites globales au rationnement individuel, sociologie environnementale du projet britannique de politique de Carte carbone (1996-2010)*, Paris Sorbonne 1, doctorat de sociologie, 2014.

Villalba, Bruno, « L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique », in *Écologie et Politiqu*e, n° 40, 2010, pp. 95-113.

Villalba, Bruno et Luc Semal, « Obsolescence de la durée. La politique peut- elle continuer à disqualifier le délai ? », in Franck-Dominique. Vivien, Jacques Lepart, Pascal Marty (eds.), *L'évaluation de la durabilité*, Paris, Quae, 2013, pp. 81-100.

Villalba, Bruno, « Au fondement matériel de la démocratie », Revue *Projet*, Dossier *Aura-t-on l'énergie d'une transition juste ?*, n° 344, 2015, pp. 56-63.

Welzer, Harald, *Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, 2009.